

**Décision n° 2012-0056**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 17 janvier 2012**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société France CitéVision**  
**(numéros de la forme 0Z 0B PQ MC DU)**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société France CitéVision (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 05-1244 en date du 18 mai 2005) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Pour les motifs suivants : la mise en œuvre de la conservation des numéros géographiques, conformément à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé, s'appuie sur un mécanisme de réacheminement des appels à partir du commutateur initial de l'abonné porté, vers son nouveau commutateur de rattachement. Ce mécanisme nécessite l'identification des commutateurs d'abonnés des opérateurs locaux par un numéro permettant l'acheminement de l'appel.

Les numéros de la forme 0Z 0B PQ MC DU sont utilisés à cet effet.

Vu la demande de la société France CitéVision en date du 21 décembre 2011, reçue le 22 décembre 2011, sollicitant l'attribution d'un bloc de numéros de la forme 0Z 0B PQ MC DU destiné à être utilisé comme préfixe de conservation des numéros ;

Après en avoir délibéré le 17 janvier 2012 ;

.../...

**Décide :**

**Article 1** – Les numéros de la forme 03 00 01 MC DU sont attribués, jusqu'au 17 janvier 2032, à la société France CitéVision (Siren : 428 809 435) dans le cadre de la conservation des numéros géographiques pour l'identification de son commutateur d'Amiens (80).

**Article 2** - La société France CitéVision acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société France CitéVision adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

**Article 5** - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société France CitéVision.

Fait à Paris, le 17 janvier 2012

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI